
Mozambique : mise en garde contre la promotion de la monoculture d'arbres

En 1997, la Convention des Nations unies sur le changement climatique mit en place le Protocole de Kyoto pour limiter les émissions de carbone responsables du réchauffement de la planète. Depuis, la situation s'est aggravée, les effets du dérèglement du climat s'étant accélérés. Pourtant, dans les conférences on parle surtout des « opportunités » d'affaires qu'offre la catastrophe climatique.

Lors de la dernière conférence, organisée mi-novembre à Nairobi, au Kenya, l'une des « opportunités » sur lesquelles on a le plus insisté concernait la possibilité que les pays appauvris d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine tirent profit des « projets MDP » (ce qu'ils appellent Mécanisme de développement propre et que nous appelons Mécanisme de douteuse propreté). Parmi ces projets figure le boisement et le reboisement pour le stockage de carbone (cf. bulletin n° 37 du WRM), et la culture de plantes pour la fabrication de biocarburants (cf. bulletin n° 112 du WRM). Ni les uns ni les autres n'aboutissent à une réduction des émissions qui provoquent le réchauffement de la planète ; il ne s'agit que de subterfuges pour continuer à gagner de l'argent, sans rien faire pour s'attaquer aux véritables causes du changement climatique.

Bien des gouvernements des pays pauvres, captifs de la dette et de la dépendance, ont tendance à voir d'un bon oeil ces « opportunités ». C'est le cas du Mozambique. Après avoir reçu à Maputo, le 20 novembre, une délégation des Nations unies fraîchement débarquée de Nairobi, les autorités mozambicaines ont annoncé avec beaucoup d'enthousiasme les bénéfices que le pays allait recevoir s'il acceptait des projets de ce genre.

Le même jour, l'organisation sud-africaine GeaSphere, qui lutte depuis longtemps contre la monoculture d'arbres, a organisé une manifestation à laquelle ont participé des délégués des organisations locales pour discuter des impacts des plantations forestières à grande échelle. À cette occasion, Philip Owen, coordinateur de GeaSphere, Nhlanhla Msweli, représentant de l'organisation SCAPEI, et Ana Filippini, du WRM, ont donné des informations sur les effets que l'établissement de grandes plantations en régime de monoculture a déjà eus sur la société, l'économie et l'environnement de nombreuses communautés.

Les participants, sachant en outre que le gouvernement du Mozambique prévoyait de promulguer une loi pour la promotion des plantations, ont décidé de constituer un groupe de coordination avec Vera Ribeiro, la représentante de GeaSphere dans ce pays, et adresser un message d'alerte à la population mozambicaine pour qu'elle n'accepte pas les propositions de promotion des monocultures.

Pour atteindre cet objectif, la coordination régionale avec d'autres organisations sera indispensable. Les expériences de l'Afrique du Sud et du Swaziland peuvent être fondamentales pour que le Mozambique prenne conscience des impacts des monocultures d'arbres.

